



Rencontres des 4 et 6 avril avec les représentants des candidats aux élections présidentielles 2012

Nos réseaux associatifs, la Confédération nationale des foyers ruraux (CNFR) ; l'Union nationale des acteurs et des structures du développement local (UNADEL) ; le Collectif des associations citoyennes, le réseau des écoles de citoyens (RECIT) rassemblent un panel large d'adhérents. Ces militants, élus, agents de développement, représentants d'associations locales ou départementales, de territoires de projets, de collectivités, œuvrent ensemble depuis de nombreuses années à la promotion du développement local, de l'éducation populaire et de la démocratie locale.

Conscients de la crise multiforme qui frappe notre société et qui multiplie les défis à relever, nous nous sommes mobilisés ces dernières années dans les territoires comme au niveau national pour organiser de nombreux débats autour des questions qui touchent à la citoyenneté active, à la politique associative, mais aussi autour de la place des territoires ruraux dans les politiques publiques, autour de la réforme des collectivités et l'évolution de la décentralisation. Nous sommes porteurs de nombreuses propositions dans ces domaines et souhaitons échanger sur ces questions avec les candidats aux élections présidentielles, ou avec leurs représentants et mieux connaître leurs propres propositions en la matière.

C'est dans cette optique que les représentants de nos réseaux rencontreront le 4 avril prochain monsieur **Yves Krattinger**, en charge du pôle « Territoires, services et ruralité » au sein de l'équipe de campagne de monsieur François Hollande, puis le 6 avril, madame **Claire Monod**, en charge de « l'aménagement du territoire » au sein de l'équipe de campagne de madame Eva Joly.

TRAME D'ORGANISATION DES ECHANGES

► CITOYENNETE ACTIVE ET PRATIQUES PARTICIPATVES

La transmission de la citoyenneté aux nouvelles générations ne se fait plus que très partiellement. Une contre-éducation permanente est développée par la publicité, la marchandisation, la vie politique, voire par l'école. Par une apologie de l'intérêt individuel, de la compétition et de la violence, cette contre-éducation prépare de très graves problèmes pour l'avenir de la démocratie et de la planète. Face aux défis écologiques et socio-économiques majeurs que nous rencontrons, face à la crise de la représentation politique et aux dangers des extrémismes et des populismes de tous ordres, nous estimons urgent de rénover notre démocratie en profondeur. Ces défis nécessitent un saut qualitatif de notre démocratie. Notre société a besoin désormais de citoyens acteurs, mieux responsabilisés, associés aux processus des décisions. Dans cette optique, nous pensons indispensable de faire évoluer l'exercice du pouvoir vers plus de collégialité, de multiplier les espaces et les démarches et instances participatives, de faciliter la mission citoyenne des associations et de faire évoluer l'éducation et les formations. Nous sommes porteurs de nombreuses propositions en ce sens. Quel regard portent les candidats aux élections présidentielles sur ces enjeux ? Quelle politique pourraient ils mettre en place pour développer cette démocratie participative et cette citoyenneté active dans notre pays ?

► POLITIQUE ASSOCIATIVE

Les restrictions budgétaires et les réductions des services de l'État, induites par la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), les charges nouvelles et les étranglements financiers imposés aux collectivités locales et qui les empêchent de soutenir fortement la vie associative, la modification du régime des subventions, la multiplication des appels à projet et des appels d'offres au détriment du travail partenarial entre les associations, d'une part, l'État et les collectivités, d'autre part, constituent autant de difficultés croissantes que rencontrent les responsables associatifs. Dans un contexte où l'État semble avoir renoncé à son rôle régulateur, les associations et les collectivités se trouvent en première ligne pour défendre un certain nombre d'acquis essentiels de notre société. L'aggravation de la crise se traduit sur les territoires par le chômage, la pauvreté, l'exode, les inégalités croissantes, la ségrégation des territoires, la disparition des services, le recul du vivre ensemble, et parfois la violence. Les associations et les collectivités ont à répondre aux mêmes enjeux et doivent le faire ensemble. Nos réseaux souhaitent ainsi travailler à redéfinir les relations entre les associations et les collectivités en reconnaissant l'utilité sociale des associations lorsqu'elles travaillent au service du bien commun et à l'intérêt général, et en redonnant de la force à ces termes. Dans ce contexte, quelle pourrait être une véritable politique publique en faveur de la vie associative ? Quelles nouvelles relations de confiance entre les associations et les collectivités locales pourraient être développées à l'avenir ? Ne faudrait il pas revisiter le code des marchés publics ? Comment les associations et les collectivités peuvent faire alliance et développer ensemble des actions partenariales dans la complémentarité et dans la reconnaissance réciproque du rôle de chacun ? Quelles sont les propositions des candidats aux élections présidentielles dans ce domaine ?

► AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, POLITIQUES PUBLIQUES ET RURALITE

Alors que depuis les années 80 on est passé d'un exode rural encore important à un phénomène d'exode urbain dominant, ce renouveau démographique des campagnes est accompagné paradoxalement d'un recul croissant de la prise en compte de la ruralité dans les politiques publiques. Dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la justice ou encore de la défense, nous assistons depuis les années 2000 à un cortège de réorganisations des services publics qui n'en finit pas de mettre à mal les territoires ruraux. Même *les Assises des territoires ruraux* réalisées tambours battants fin 2009 sont apparues au final bien plus comme une opération de marketing politique qu'un véritable débat sur l'avenir de la ruralité dans notre pays. La réforme des collectivités territoriales est venue récemment renforcer ce sentiment d'abandon qu'ont les acteurs du développement rural aujourd'hui tant elle s'appuie sur une vision du « tout urbain » avec ses métropoles « agrip'tout », favorisant l'accroissement des inégalités sociales et territoriales et la fragilisation dramatique des processus de développement, incarnés notamment par les pays. Conséquence directe de politiques et de dispositifs soumis à des impératifs de rentabilité et à des logiques de marchés, les zones de non droit et de relégation sociale se multiplient. Pourtant la ruralité porte aussi une véritable culture du vivre ensemble, si précieuse dans la société actuelle, et recèle un foisonnement de démarches innovantes, en particulier dans le domaine du développement durable. Quelle place accordera-t-on demain aux processus de développement des espaces ruraux, et aux dynamiques culturelles et associatives dans ces territoires ? Quelles mesures seront prises pour accompagner le développement économique, mais aussi pour lutter contre une pauvreté et un isolement croissants ? De quelles propositions en faveur de la ruralité les candidats aux élections présidentielles sont ils porteurs ?

► DECENTRALISATION ET AVENIR DE LA REFORME DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Pendant plus de deux ans, nous avons essayé de comprendre, de décortiquer, de critiquer la réforme des collectivités territoriales qui a abouti à la loi du 16 décembre 2010. Nous ne nous satisfaisons pas pour autant du statu quo et nous sommes partisans d'une vraie réforme tenant mieux en compte des évolutions de notre société et de nos territoires. Nous mesurons avec réalisme le décalage croissant entre le mode de vie des populations et les structures institutionnelles qui les encadrent. Dans un contexte de crise financière à répétition, de crise du politique, de remise en question de l'action publique et d'augmentation des inégalités sociales et territoriales, nous considérons que c'est en réalité d'un nouvel acte de la décentralisation dont la France a besoin : une décentralisation conçue de manière ascendante, après avoir redonné la parole au peuple ; une décentralisation partagée avec les citoyens et non imposée par le haut ; une décentralisation qui mette fin au transfert de charges de l'État vers les collectivités, qui clarifie les rôles et répartisse équitablement les financements ; une décentralisation qui redonne vie au service public ; une décentralisation conçue pour renforcer le pouvoir d'agir des citoyens, accroître les dynamiques de développement des territoires et l'exercice des solidarités. De quelles propositions les candidats aux élections présidentielles sont ils porteurs sur ce sujet ? Comment se positionnent ils vis-à-vis de l'avenir de la réforme des collectivités ? Selon quels principes l'organisation territoriale et l'aménagement du territoire de notre pays devraient ils évoluer selon eux ?

Rappel du calendrier des rencontres :

Le 4 avril à 14H30 : Rencontre avec Yves Krattinger (PS)

Le 6 avril à 11H30 : Rencontre avec Claire Monod (EELV), accompagnée de Jacques Picard (EELV).

Durée : 1h30

Lieu des réunions : Grande salle de réunion de la Confédération nationale des foyers ruraux. N°1 rue Sainte Lucie – Paris 15^{ème} (Ligne 10, station Charles Michels).

D'autres rencontres avec d'autres représentants des candidats aux élections présidentielles pourraient avoir lieu dans les prochaines semaines.

Contact organisation :

Stéphane Loukianoff (UNADEL): 01 45 75 91 55 – 06 71 71 57 17 – unadel@wanadoo.fr

Olivier Noel (Collectif des associations citoyennes): 07 70 98 78 56 - <mailto:olivier@associations-citoyennes.net>